

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE RELATIF AUX MODIFICATIONS D'EXPLOITATION
DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX
DE BUCY-SAINT-LIPHARD PAR LA SOCIÉTÉ SETRAD**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels) ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2006 instituant des servitudes d'utilité publique autour du centre de stockage de déchets exploité par la société SETRAD à Bucy-Saint-Liphard ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 portant autorisation d'exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Bucy-Saint-Liphard aux lieux-dits « Le bois d'Herbault » et « Terres d'Escures » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2017 imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation des casiers en mode bioréacteur, la valorisation du biogaz et le traitement des lixiviats produits par le centre de stockage de déchets non dangereux exploité par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Bucy-Saint-Liphard aux lieux-dits "Le bois d'Herbault" et "Terres d'Escures" ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2021 complémentaire autorisant la prolongation de la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Bucy-Saint-Liphard aux lieux-dits "Le bois d'Herbault" et "Terres d'Escures" ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le porter à connaissance transmis par la société SETRAD à Madame la préfète du Loiret le 4 septembre 2024 et modifié le 12 décembre 2024 en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter de nouvelles activités et la modification de l'amplitude horaire d'ouverture de l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bucy-Saint-Liphard ;

Vu le courrier de la société SETRAD du 12 décembre 2024 relatif à l'abandon de son projet de création d'une alvéole de transfert d'ordures ménagères ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées et les propositions transmises le 19 décembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 23 décembre 2024 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courrier électronique du 2 janvier 2025 ;

Considérant que l'exploitation de la base logistique permettra d'optimiser les distances parcourues pour la collecte des ordures ménagères du Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères de la Région d'Artenay (SIRTOMRA) et de la Communauté de Communes des Terres du Val de Loire (CCTVL) ;

Considérant que les nouvelles activités permettront de réutiliser les structures existantes et de maintenir une activité supplémentaire à celle du suivi en post-exploitation du site ;

Considérant que les demandes sollicitées par la société SETRAD présentent un caractère notable mais non substantiel au regard des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et ne nécessitent pas d'évaluation environnementale ;

Considérant que les modifications des conditions d'exploiter sollicitées par la société SETRAD ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs supplémentaires ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SETRAD dont le siège social est situé à ZA Les Pierrelets 45380 CHAINGY est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Bucy-Saint-Liphard, aux lieux-dits "Le Bois de l'Herbault" et "Terres d'Escures", (coordonnées en Lambert 93 : X= 605 114 m et Y= 6 759 079 m) les installations détaillées dans les articles suivants sous réserve du respect des

prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié, complétées par les prescriptions des articles du présent arrêté.

1.2 Portée de l'autorisation

Les dispositions du présent arrêté complètent les dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015.

1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Article 2 - Nature des installations

Les installations dépendent des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Volume autorisé |
|----------|--------|--|------------------------------------|
| 2515.1° | D | Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515.2°. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW. | Puissance : 200 kW |
| 2517 | NC | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. | Superficie : 4500 m ² . |

D (Déclaration), NC (non classé)

Article 3 - Consistance des installations

La base logistique est constituée :

- d'un bâtiment permettant l'accueil (vestiaires) de 20 personnes,
- d'un parking véhicules légers en complément du parking véhicules légers existant,
- d'un parking de 10 places pour les poids-lourds (bennes à ordures ménagères) situé sur la voie d'accès au bâtiment,
- d'une aire de lavage pour les poids-lourds (bennes à ordures ménagères),
- d'une cuve de biocarburant double enveloppe, d'un volume de 20 m³.

La plateforme de valorisation des inertes d'une superficie de 4500 m² est constituée :

- d'une aire de réception des déchets inertes,
- d'une aire de traitement des déchets inertes (scalpage et concassage),
- d'une aire de stockage des déchets traités.

Article 4 - Compléments, renforcements des prescriptions générales

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 4.1 à 4.10 ci-après.

4.1 Admission des déchets

Les déchets admissibles sur la base logistique et sur la plateforme des déchets inertes sont les suivants :

- Déchets de matériaux à base de fibre de verre en l'absence de liants organiques,
- Emballages en verre,
- Béton,
- Briques ;
- Tuiles et céramiques,
- Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses,
- Verre,
- Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses,
- Terres et pierres,
- Autres déchets inertes non dangereux.

4.2 Origine des déchets admis

Les déchets inertes proviennent des collectivités, des industriels et des chantiers de démolition.

4.3 Pesée et contrôle des déchets

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise une pesée. Toute livraison de déchets fait l'objet d'un contrôle visuel. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des déchets entrants et des déchets sortants établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

4.4 Contrôle de la radioactivité

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant réalise un contrôle de non-radioactivité du chargement conformément à l'article 1.4.10 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015.

4.5 Identification des effluents et localisation des points de rejet

Les eaux de lavage sont traitées par un déshuileur-débourbeur existant de 6l/s, tamponnées dans le bassin d'un volume de 425 m³ situé près de l'accueil, rejetées dans le fossé interne du site puis dans le bassin d'un volume de 2700 m³ situé au sud-ouest du site, avant rejet au milieu naturel.

Les eaux pluviales de la plateforme de concassage sont traitées par un déshuileur-débourbeur existant de 6l/s, rejetées dans le fossé interne du site puis dans le bassin d'un volume de 2700 m³ situé au sud-ouest du site, avant rejet dans le milieu naturel.

4.6 Gestion des ouvrages

Les bassins B1 (ex bassin utilisé pour le stockage des lixiviats bruts et leur prétraitement) et B2 (ex bassin prolongeant la réaction d'aération des lixiviats) sont comblés avec les matériaux issus de la valorisation des déchets inertes après avoir été vidés et leurs membranes retirées.

Le bassin B3 (bassin de décantation des lixiviats) est rehaussé afin de permettre le stockage de 1700 m³ correspondant à la production annuelle de lixiviats.

4.7 Devenir des produits issus de la plateforme de valorisation

Les produits issus de la plateforme de valorisation des déchets sont utilisés à des fins de reprofilage des casiers en installations de stockage de déchets non dangereux ou valorisés en sous-couche routière.

4.8 Mesure des niveaux sonores

Une première mesure des niveaux sonores est réalisée lors de la première campagne de concassage des déchets inertes. Les résultats de cette mesure sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

4.9 Horaires de fonctionnement

Les horaires de fonctionnement de la base logistique sont les suivants : du lundi au samedi, de 4h à 21h.

Le scalpage et le concassage des déchets inertes sont réalisés par campagne annuelle selon la plage horaire suivante : 8h - 17h30.

4.10 Moyens de défense contre l'incendie

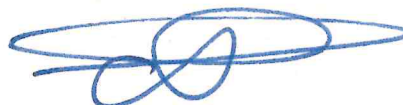
Le site dispose d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques.

Article 5 - Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **29 JAN. 2025**

**Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,**



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2505 JAN 25